



%

# lignes d'attac

Cette Europe, malade  
du néolibéralisme  
Entretien avec Omar Slaouti  
Contre le G7 et son monde  
La crise de l'hôpital public  
dossier. Gilets jaunes

numéro 117 avril 2019

## PUBLICATIONS

### Prenons le contrôle de la finance

Attac  
Editions LLL, 2018



### L'imposture Macron

Attac  
Fondation Copernic  
Editions LLL, 2018



### Notre monde à changer

Attac et Civic city  
Editions Lars Müller, 2017



Nos publications sont disponibles sur [www.boutique.attac.org](http://www.boutique.attac.org) ou [materiel-militant@attac.org](mailto:materiel-militant@attac.org)

### Assemblée générale dimanche 16 juin 2019

Cette année, nous procédons au renouvellement du Conseil d'administration et au vote du rapport d'orientation 2019-2022. Tous les documents, notamment la présentation des candidat·e·s et le rapport d'orientation, sont disponibles sur le site <https://www.attac.org/l/assises2019>.

Avec ce numéro de *Lignes d'Attac* vous avez reçu votre matériel de vote. Le vote par correspondance prendra fin le 31 mai 2019. Sur l'enveloppe vous devez coller l'étiquette code-barres qui figure sur le courrier joint au journal. Ce code-barres est indispensable et nous permettra de faire l'émargement. N'oubliez pas d'affranchir votre courrier.

L'Assemblée générale (AG) lors de laquelle seront proclamés les résultats, aura lieu le dimanche 16 juin. Elle sera précédée par une journée de débats le samedi 15 juin. Tou·te·s les adhérent·e·s sont invité·e·s à participer à ce week-end !

Le lieu de l'AG, probablement à Paris, sera confirmé prochainement par courriel et sur notre site.

### bulletin d'abonnement lignes d'attac

nom  
prénom  
adresse

code postal ville  
courriel

- abonnement d'un an au tarif normal de 20€  
 abonnement d'un an au tarif adhérent 12€

date  
signature

ci-joint chèque bancaire ou postal  
à l'ordre d'Attac à retourner à  
**Attac - service abonnements**  
**21ter rue Voltaire 75011 Paris**

**Attac**  
association pour la taxation  
des transactions financières  
et pour l'action citoyenne  
**est un mouvement  
d'éducation populaire  
tourné vers l'action.**  
**Attac se mobilise  
contre l'hégémonie  
de la finance  
et la marchandisation  
du monde,  
pour des alternatives  
sociales, écologiques  
et démocratiques.**

éditeur de publication  
**Attac France**  
directrice de publication  
**Annick Coupé**  
secrétariat de rédaction  
**Nikolaz Berthomeau,**  
**Jeanne Planche**  
conception maquette  
**Stéphane Dupont**

ont participé à la rédaction  
de ce numéro  
**Jacqueline Balvet, Isabelle  
Bourboulon, Maxime Combes,**  
**Annick Coupé, Didier Falleur,**  
**Nicolas Galérides, Pierre  
Grimaud, Nicolas Haeringer,**  
**Cécile Hanff, Esther Jeffers,**  
**Julien Joubert, Denis Labayle,**  
**Ambre Lefèvre, Eric Le Gall,**  
**Serge Lequeau, Huayra  
Llanque, Christiane Marty,**  
**Yveline Nicolas, Alice Picard,**  
**Dominique Plihon, Raphaël  
Pradeau, Hervé Thomas,**  
**et Aurélie Trouvé.**  
Sauf mention contraire,  
tou·te·s les rédacteurs·trices  
sont membres des instances  
et commissions d'Attac

couverture  
**Cécile Gauthier**

illustrations  
**Charlotte Planche**

impression  
**Ça va print**  
imprimé sur papier recyclé



SYNDICAT DE LA PRESSE SOCIALE

abonnement annuel  
4 numéros : 20€  
dépôt légal à parution  
ISSN 1620-8420  
CPPAP 0519G81654

**Attac France**  
**21 ter rue Voltaire**  
**75011 Paris**  
**01 56 06 43 60**  
**[attacfr@attac.org](mailto:attacfr@attac.org)**

## Le vent se lève !



Les mobilisations citoyennes se développent face à l'impunité des multinationales et face à un pouvoir politique autoritaire et répressif, au service des intérêts dominants. Attac et ses comités locaux soutiennent ces mobilisations. Le mouvement des Gilets jaunes et celui des marches pour le climat, confortent nos choix et nos luttes.

Ce sont des mobilisations anti-système. Nous sommes toutes et tous opposé-e-s à ce capitalisme financier qui ne cesse d'exploiter toujours plus le travail et la nature. Nous voulons la justice sociale, fiscale et environnementale : nous menons un même combat pour une autre société.



Pour atteindre ces objectifs, il faut s'attaquer aux bénéficiaires et responsables de ce système mortifère : les multinationales, leurs dirigeants, leurs grands actionnaires, les ultra-riches soutenus par le pouvoir politique, qui polluent et qui ne payent pas leurs impôts, ce qui conduit à la destruction des services publics.

Murmurer à l'oreille des puissants, en les interpellant, n'est pas suffisant pour remettre en cause leur domination. Nous devons créer un nouveau rapport de force. Dans ce but, il faut que se développent des mouvements sociaux et citoyens puissants, que se nouent des alliances, que soient mises en œuvre des actions radicales – mais pacifiques – à la hauteur de nos colères et de nos espoirs.



Aurélie Trouvé,  
Dominique Plihon  
et Raphael Pradeau  
porte-paroles d'Attac France

Au cours de cette mandature de trois ans qui s'achève, c'est la voie que nous avons empruntée avec Attac : le développement des actions de désobéissance civique et de dénonciation de nos adversaires, en particulier les grands responsables de la finance et des multinationales. La lutte contre le réchauffement climatique passant par des revendications fortes, dont celle de cesser le financement des énergies fossiles. Et dans le même temps, la construction d'alliances larges.

Cette stratégie d'Attac nous a réussi. Le nombre d'adhérent-e-s a fortement augmenté, tout en consolidant un fort taux de ré-adhésion (85 %). Aujourd'hui, un tiers d'entre eux-elles sont membres d'Attac depuis moins de trois ans ! L'enjeu est donc celui de l'accueil et de l'implication de toutes et tous, du renforcement des comités locaux et de l'organisation d'espaces de travail plus opérationnels.

Continuons ensemble sur le même chemin !

## Cette Europe malade du néolibéralisme

### l'urgence de désobéir **PUBLICATION**

L'Union européenne connaît une crise existentielle. Son avenir est incertain. Et si la seule manière de sauver l'Europe était de désobéir aux traités qui la fondent? La désobéissance des citoyen-ne-s et des gouvernements ou l'éclatement de l'Union européenne, telle est l'alternative. Voilà le parti pris de l'ouvrage rédigé par des membres d'Attac et de la Fondation Copernic dans la perspective des prochaines élections européennes.

#### Un fédéralisme autoritaire

Au début, l'Europe était un projet ambitieux et mobilisateur. En effet, au lendemain des deux massacres que représentèrent les Guerres mondiales successives dont l'Europe fut l'épicentre, la perspective d'une "union sans cesse plus étroite entre les peuples européens" que promettait de construire le Traité de Rome à travers la Communauté économique européenne (CEE) se voulait d'abord gage de paix et de développement commun et solidaire. La Politique agricole commune (PAC) comme la mise en place des instruments efficaces d'une politique de "fonds structurels" en témoignèrent concrètement.

La suite a été écrite différemment, avec notamment l'Acte unique de 1986 dans la CEE, puis dans l'Union européenne (UE), à partir de 1992 avec le Traité de Maastricht. Depuis sa naissance, l'UE s'est ainsi totalement inscrite dans des procédures et des institutions propres au néolibéralisme. Et ses évolutions institutionnelles successives, Traité de Lisbonne, "Six-pack", "Two-pack" et enfin le Pacte budgétaire européen, officiellement appelé "Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance" (TSCG), n'ont fait qu'approfondir cette évolution pour aboutir à un fédéralisme autoritaire.

#### A la croisée des chemins

L'UE est désormais un espace soumis au dumping social et fiscal, régi par la prééminence du droit de la concurrence et de la liberté d'entreprendre. Ses élargissements successifs n'ont fait qu'accroître l'hétérogénéité économique et sociale de ses États membres, ce qui a exacerbé la concurrence alors que ces élargissements auraient dû au contraire s'accompagner d'un surcroît de solidarité

Aujourd'hui, après dix pleines années de crise non seulement mondiale, mais aussi spécifiquement européenne, marquées par des politiques d'austérité imposées au nom de règles économiquement absurdes qui ont mis les peuples à genoux, l'UE est à la croisée

des chemins. Face à cette Europe antidémocratique et austéritaire, un seul horizon paraît se profiler, celui du nationalisme. C'est ce qu'illustrent les victoires successives, aux quatre coins de l'Europe, d'une extrême-droite hétérogène mais toujours xénophobe et favorable aux politiques néolibérales.

La défiance massive des peuples envers l'UE va jusqu'à susciter une volonté de sortie. Mais, précisément, les avatars du Brexit montrent éloquentement combien une sortie unilatérale d'un ensemble aux économies fortement intriquées s'avère complexe, difficile et, en définitive, lourde de péril. Encore le Royaume-Uni n'est-il pas membre de la zone euro... Un éventuel Frexit n'en serait donc, comme le démontrent les auteurs de ce livre, que plus périlleux encore.

#### Désobéir aux traités

Alors, entre le carcan des traités et le péril de la sortie, que choisir ? Ni l'un, ni l'autre, à vrai dire. Cet ouvrage s'efforce de montrer qu'il existe une stratégie et des politiques alternatives : désobéir aux traités pour retrouver l'exercice d'une souveraineté citoyenne perdue, pour affirmer la primauté de la démocratie contre les règles qui ont été imposées... avec la volonté de construire une Europe solidaire et écologique.

Les auteurs de l'ouvrage présentent les politiques alternatives qui permettront de rompre avec la logique des traités et de promouvoir la transition écologique et sociale. Les politiques de rupture qui sont décrites concernent le contrôle des capitaux, les réformes fiscales et financières, en passant par la remise en cause de la logique libre-échangiste et productiviste, ainsi que la reprise du contrôle de la dette "souveraine" afin de réduire la tutelle des marchés. Mais ces politiques de rupture doivent aller de pair avec des politiques de solidarité, et non de fermeture des frontières. C'est le seul moyen d'engager les peuples dans la construction d'une véritable communauté politique européenne. La désobéissance ou l'éclatement, telle est désormais l'alternative.

Dominique Plihon et Aurélie Trouvé



#### Cette Europe malade du néolibéralisme, l'urgence de désobéir

coordonné par Pierre Khalfa, Dominique Plihon, Jacques Rigaudiat et Aurélie Trouvé  
Attac & Fondation Copernic, mars 2019, éd. LLL



## « La politique du Labour party s'appuie sur "l'ambiguïté constructive": ni blocage du Brexit, ni Brexit dur » **ENTRETIEN**

Fin février, un mois avant la date prévue de sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (fixée au 29 mars), nous avons interrogé Josephine Grahl, syndicaliste britannique proche de Jeremy Corbyn.

### Deux ans après le référendum sur le Brexit, quelle est la situation à un mois de la sortie officielle ?

Le Royaume-Uni connaît une situation de crise qui se poursuivra certainement bien au-delà du 29 mars. L'accord de retrait négocié par Theresa May ne plait à personne – les Brexiteurs conservateurs de l'ultra-droite y sont opposés parce qu'ils sont contre le "backstop" qui préserve la frontière ouverte entre l'Irlande du Nord et la République irlandaise en cas de sortie sans traité commercial. Le gouvernement des conservateurs devenu minoritaire a le soutien de la DUP, parti d'extrême-droite des unionistes nord-irlandais. Le parti travailliste est opposé à l'accord car celui-ci proposait une sortie de l'union douanière, une sortie du marché unique, et peu de garanties sur les droits des migrant·e·s européen·ne·s et des ouvrier·e·s.

Le 15 janvier dernier, l'accord avait été refusé par le Parlement. Jeremy Corbyn avait alors proposé un vote de défiance, qu'il a perdu. Theresa May espérait alors que la menace d'un "no deal" – sortie de l'UE sans accord – risquant de mener à une crise générale, notamment alimentaire et sanitaire, inciterait les parlementaires à voter son accord. La situation s'est par ailleurs compliquée avec la rupture de huit députés travaillistes (de la droite du parti) et trois conservateurs (relativement libéraux) pour former un groupe indépendant centriste au parlement. Ils ne font pas beaucoup de propositions positives; ce qui unit ce groupe est son opposition au Brexit, mais ça complique l'arithmétique parlementaire. Il n'est par exemple pas clair, dans le cas d'un vote de défiance, si ce groupe voterait contre le gouvernement ou ferait abstention.

### Est-ce que la question du Brexit dépasse les clivages politiques traditionnels ?

La majorité des électeurs conservateurs sont pour le Brexit et la majorité des électeurs travaillistes contre; mais un sondage vient de montrer que "l'identité brexit-taire" devient de plus en plus importante parmi les citoyen·ne·s britanniques. Le clivage conservateurs/travaillistes qui structurait depuis les années 1970 la vie politique britannique s'estompe pour laisser place à un autre clivage sur l'appartenance à l'Union européenne.

### Comment ont réagi les syndicats et les mouvements anti-racistes ?

Pour ce qui concerne les syndicats, la plupart d'entre eux sont opposés au Brexit, car d'importantes avancées pour les droits des ouvrier·e·s britanniques sont dues à l'Union européenne. Concernant l'autre point de votre question, il peut être noté que depuis le référendum, les incidents racistes se sont multipliés. Mais cela ne vient pas uniquement du Brexit. En 2012, le gouvernement de coalition conservateur-libéral avait introduit le "Hostile Environment" (milieu hostile) aux migrant·e·s. Cela a par exemple conduit à ce qu'en 2018, des citoyen·ne·s du Commonwealth – en particulier ceux venant des Caraïbes – résidant depuis longtemps en Grande-Bretagne se sont vu refuser leur naturalisation malgré leur droit absolu à la citoyenneté britannique. Au même moment, le secrétaire d'État à l'Intérieur menait campagne invitant les migrant·e·s à retourner chez eux. Cela allait dans le sens d'une grande partie des électeurs qui ont voté pour le Brexit afin de limiter l'immigration.

### Quelles sont les discussions à gauche ?

#### Que ferait Jeremy Corbyn s'il gagnait les élections ?

La politique du Labour party s'appuie sur "l'ambiguïté constructive": ni blocage du Brexit, ni Brexit dur. Keir Starmer, nommé par Corbyn secrétaire d'État chargé du Brexit au sein du "cabinet fantôme travailliste", a précisé les conditions d'un accord de sortie, à savoir un Brexit très "soft": maintien d'une union douanière et d'un régime proche du marché unique, défense des droits sociaux, sans restrictions sur la libre circulation. Un gouvernement travailliste pourrait aussi proposer un référendum sur l'accord final. Cette position serait probablement acceptée par l'UE. Le Brexit n'est pas un facteur important de division de la gauche; les "brexiteurs" de gauche ne sont en effet qu'une minorité. Le clivage est plutôt entre les partisans d'un deuxième référendum, c'est-à-dire ceux qui soutiennent la campagne du "People's Vote", et ceux qui acceptent le résultat du premier référendum mais cherchent à obtenir la sortie la plus soft possible.

En ce début 2019, la situation politique est incertaine au Royaume-Uni. Des élections à brève échéance sont probables, mais avec des résultats imprévisibles, conservateurs et travaillistes étant au coude à coude dans les sondages. L'extension du processus de sortie, pour éviter le "no deal", prolongerait cette incertitude...

Propos recueillis par Huayra Llanque et Dominique Plihon

## Pôle financier public ?

De l'utopie sonnante  
et trébuchante ! **CAMPAGNE**

Sur fond de contestation sociale, le gouvernement Macron développe allègrement son programme de réformes néolibérales, dont la dernière en date est la loi PACTE (*plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises*). Cette loi fourre-tout remet une nouvelle fois le business au cœur du débat, avec une série de mesures en faveur du patronat : réformes de seuils sociaux, "simplification" des procédures, défiscalisation tous azimuts ; et un volet qui s'attaque directement à l'épargne règlementée (livret A, livret de développement durable et solidaire).

*"un appel portant sans ambiguïté le refus d'une réforme au service des intérêts financiers, et donnant la priorité absolue aux projets d'intérêt général et à la satisfaction des besoins sociaux."*

Pour le gouvernement, et la place bancaire française qui suit le projet de près, il s'agit de créer un "pôle financier public", composé de la Banque postale, de la Caisse nationale de prévoyance, sous le contrôle de la Caisse des dépôts et consignations. La loi PACTE impose à cette dernière de fonctionner comme une banque ordinaire, selon les standards des marchés financiers. Autant dire que les défenseurs du logement social, de l'inclusion bancaire, de la stabilité de l'épargne règlementée et des placements "sanctuarisés" comme le fonds retraites ont rapidement réagi. Un collectif s'est monté, rassemblant des syndicats et des associations. Il a publié un appel portant sans ambiguïté le refus d'une réforme au service des intérêts financiers, et donnant la priorité absolue aux projets d'intérêt général et à la satisfaction des besoins sociaux.

Ce collectif défend un projet alternatif, celui de pérenniser les investissements au service des infrastructures collectives, du logement social, du maintien dans les territoires et les quartiers des services publics, des transports avec en fil conducteur la question de la transition écologique. On parle ici de centaines de milliers d'emplois à la clé, en cohérence avec la campagne "1 million d'emplois pour le climat". Le collectif sera bien sûr sur le front lors du passage de la loi à l'Assemblée nationale en ce mois d'avril !

Nicolas Galépidès,  
secrétaire général de la fédération SUD-PTT

Texte de l'appel et liste des premiers signataires  
sur le site d'Attac France : [france.attac.org/6616](http://france.attac.org/6616)  
Tribune du 13 mars 2019 publiée sur [LeMonde.fr](http://LeMonde.fr) :  
<https://www.attac.org/l/cdc19>

## BlackRock

un acteur financier extrêmement  
puissant en Europe **ENQUÊTE**

Quel est le lien entre l'ancien ministre des finances britannique Georges Osborne, Friederich Merz, candidat à la tête de la CDU en Allemagne, et Jean-François Cirelli, ancien conseiller économique de Jacques Chirac ? Réponse : tous les trois travaillent pour le fonds d'investissement BlackRock. Peu connu en France, BlackRock est le premier gestionnaire d'actifs au monde. Il gère près de 6 000 milliards de dollars d'actifs financiers et est présent au capital de nombreuses sociétés françaises. Principal actionnaire du CAC40, il en détenait plus de 2,3 % fin 2016. Le siège de BlackRock en Europe se situe actuellement à Londres et emploie plus de 3 000 personnes. Le Brexit rend plus difficile l'accès au marché commun pour les entreprises du Royaume-Uni, et BlackRock a donc décidé de renforcer une partie de ses activités dans le reste de l'Union européenne : le back-office et les tâches informatiques seront principalement traitées à Budapest ; les Pays-Bas se voient renforcés comme plaque tournante de l'essentiel des transactions au sein de l'Union. Le bureau de Paris s'agrandit : l'Autorité des marchés financiers (AMF) française vient de donner son accord pour que le groupe transforme son bureau commercial en une société de gestion à part entière. Une victoire pour le gouvernement qui essaie d'attirer les financiers britanniques à Paris. Sa politique visant à réduire le "coût du travail" pour les entreprises, et également sa politique fiscale de plus en plus favorable aux acteurs financiers, ont représenté des arguments essentiels.

Une fois présent dans un pays, le fonds peut user de son pouvoir de pression – déplacer ses investissements dans un autre pays – pour être entendu par les autorités. Son poids financier ainsi que son réseau (anciens députés, hauts fonctionnaires, voire ministres) font de lui un acteur invisible mais extrêmement puissant en Europe. Autre signe de son pouvoir, BlackRock est consulté par les États pour analyser les actifs des banques et ses services ont même été imposés à la Grèce par la Troïka. Conseiller les États est doublement intéressant pour BlackRock : son service d'analyse facture cher ses conseils – qui s'orientent bien souvent vers la libéralisation et la privatisation ; ses investisseurs seront ensuite les mieux placés pour profiter de ces privatisations.

Julien Joubert et Pierre Grimaud



## “La majorité des gouvernements ont adopté un modèle néolibéral de mal-développement qui accentue la pression sur les biens et les terres”

**Maristella Svampa, sociologue argentine vient de publier *Les Frontières du néo-extractivisme en Amérique latine*<sup>1</sup>. Nous l'avons rencontrée à Buenos Aires, à l'occasion du Sommet des peuples en novembre dernier** **ENTRETIEN**

### Pourquoi utilises-tu le terme de “néo-extractivisme” ?

L'extractivisme a certes toujours existé en Amérique latine, mais depuis quelque temps nous assistons à une accélération de l'extraction des ressources du sous-sol. Dans un contexte de crise socio-écologique, la majorité des gouvernements ont adopté un modèle néolibéral de mal-développement qui accentue la pression sur les biens et les terres. En exigeant toujours plus de ressources minières et énergétiques, il crée des phénomènes croissants de dépossession territoriale.

On distingue actuellement plusieurs formes de néo-extractivisme : la multiplication des projets miniers d'or, d'argent et de cuivre qui sont le fait d'entreprises canadiennes et, de plus en plus, chinoises ; l'exploitation des terres rares utilisées dans les technologies de pointe (lasers, radars, etc.) et dans l'industrie du numérique et celle des gaz et pétroles de schiste par fracturation hydraulique (le “*fracking*”) ; enfin, la construction de méga-barrages hydroélectriques, notamment en Argentine et au Brésil, qui sont un désastre pour l'environnement.

### Depuis quand cette exploitation des ressources s'est-elle intensifiée ?

C'est surtout à partir de 2013-2015 que s'est intensifié le néo-extractivisme lié aux énergies extrêmes : *fracking*, *off-shore* profond, sables bitumineux. Le site de Vaca Muerta en Argen-

tine a commencé à cette époque à être exploité avec une vision “eldoradiste” totalement irréaliste : le pays allait soi-disant devenir une puissance énergétique mondiale... alors que nous importons toujours du gaz de Bolivie ! Le *fracking* a colonisé toute la province de Neuquen, le sud de celle de Mendoza et dans l'Alto Valle de Rio Negro, il s'est même développé au milieu des plantations traditionnelles de poires et de pommes. Le gouvernement entretient un discours totalement hypocrite qui mêle les intérêts des producteurs de fruits à ceux des compagnies pétrolières ; lesquelles sont subventionnées, en particulier lorsque les cours mondiaux du pétrole baissent, afin de les inciter à rester.

La politique est d'exploiter le plus vite possible ces ressources non conventionnelles car les puits s'épuisent vite et il y aura forcément un terme à cette hyper-exploitation. C'est une politique à très courte vue et qui, même du point de vue de la rentabilité, n'est pas efficace car trop dépendante des aléas des cours mondiaux.

Le néo-extractivisme s'est ensuite étendu au Mexique et à la Colombie. Bien sûr, il y a des résistances, en particulier lorsque les syndicats sont en lien avec les communautés locales. Par exemple, en Colombie, où les travailleurs du pétrole sont contre la fracturation hydraulique et mènent des actions en vue de l'interdire. Mais jusqu'ici, seul l'Uruguay a imposé un moratoire sur le *fracking*. Au Mexique, le président Lopez Abrador s'est également engagé dans ce sens pendant sa campagne ; mais qu'en sera-t-il vraiment ?

### Les opposants s'organisent mais la répression aussi...

La répression est en effet terrible : l'Amérique latine est la région du monde où l'on assassine le plus les militant·e·s des droits de l'homme, les femmes et les activistes environnementaux qui militent contre l'extension des mines et l'agrobusiness (la déforestation massive, l'utilisation des pesticides...). Par ailleurs, la criminalité liée à l'exploitation illégale des métaux augmente aussi. Des bandes criminelles contrôlent les territoires et font régner la terreur avec des méthodes d'une extrême violence, inspirées de celles qu'emploient les gangs mafieux en prison. On assiste aussi dans ces enclaves à l'exacerbation de la prostitution et du trafic de drogue. En Argentine, les prostituées sont envoyées du nord vers la Patagonie pour s'adonner à ces pratiques de misère et sont totalement détruites au bout de quelques années. Heureusement, ces violences ont poussé les femmes à s'organiser car elles sont les plus nombreuses à être assassinées ou victimes de mauvais traitements. L'écoféminisme, en particulier, met ainsi en relief les relations entre protection du corps-territoire et protection de la nature. Il s'agit d'un féminisme populaire différent de celui des femmes des classes moyennes.

Propos recueillis par Isabelle Bourboulon

<sup>1</sup> Le livre n'est pour le moment édité qu'en espagnol et en anglais



## Catalogne

### pas de tuyau pour le gaz **CAMPAGNE**

Après la bonne nouvelle de l'abandon du grand projet inutile "A45", une autre bonne nouvelle: l'abandon du projet de gazoduc STEP prévu entre la Catalogne et les Pyrénées-orientales. Dès ce projet connu, la mobilisation s'était organisée rapidement pour le bloquer: une première rencontre au printemps 2017 de militant·e·s Attac avec des Catalan·e·s qui avaient déjà eu à se mobiliser en 2011 contre un premier tronçon du gazoduc, puis un atelier à l'Université d'été 2017, ont permis la mise en place d'un collectif local. Les organisations françaises et le collectif transfrontalier franco-catalan ont multiplié les actions en 2018, tant au niveau local (dénonciation de la consultation publique, mobilisation des élus locaux) que national (rendez-vous auprès de la Commission de régulation de l'énergie et du Ministère). Démontrant l'inutilité de ce projet, la mobilisation a conforté un désaccord du régulateur français, et la décision finale franco-espagnole rendue le 23 janvier dernier a clairement infirmé ce projet. La démission de M. Rajoy le 1er juin 2018 et l'arrivée d'une nouvelle ministre espagnole de l'Environnement favorable au développement des énergies renouvelables a été un point d'appui pour les militant·e·s catalan·ne·s. Restons toutefois prudent·e·s car la Commission européenne n'a toujours pas éliminé le gazoduc STEP de sa liste des projets d'intérêt commun.

Jacqueline Balvet

Voir le blog de Jacqueline Balvet sur Médiapart :  
<https://blogs.mediapart.fr/jacqueline-balvet/blog>

## “La chose la plus importante sur laquelle nous sommes engagés est l'audit des dettes publiques”

**Stefano Riso (Attac Torino) et Giovanni Maniscalco (Attac Roma), militants mandatés par Attac Italie auprès du réseau des Attac d'Europe **ENTRETIEN****

### Pouvez-vous nous parler de la situation politique en Italie ?

Le mouvement Cinq étoiles a fait naître beaucoup d'espoirs et fait maintenant face à une très forte désillusion au sein de son électorat: sa direction politique est désormais minoritaire et se doit de continuer de composer avec la Ligue du Nord.

### Qu'allez-vous faire d'ici aux élections européennes ?

La question de l'Europe ne peut pas être séparée de l'analyse du recul de la démocratie et de la transformation de la société : la société capitaliste s'est certes toujours caractérisée par une domination de classe, mais cette domination s'accroît aujourd'hui en changeant de nature. La campagne des européennes est sans doute une opportunité à saisir pour poser des questions dans le débat public afin de déconstruire le récit idéologique dominant. Mais cela ne doit pas nous faire oublier que la chose la plus importante sur laquelle nous sommes engagés est l'audit des dettes publiques, aux niveaux national comme local.

### Sur cette question de la dette, qu'avez-vous fait jusqu'ici et que comptez-vous faire ?

Nous avons conclu la première étape d'un audit populaire des dettes. Il n'y a pas que l'évasion fiscale qui contribue à l'endettement. Les politiques fiscales menées au service des plus riches ont contribué à créer plus d'un quart de la dette publique. L'autre idée reçue à déconstruire est que la dette est due à un excès de dépenses, alors qu'au cours des dernières années l'Italie a eu un excédent primaire. Les revendications sociales se heurtent pourtant à cette réponse "il n'y a pas d'argent". Ce n'est pas vrai: il y a 240 milliards d'euros de dépôts à la Caisse des dépôts et consignations. D'autre part, beaucoup de dettes proviennent de contrats illégitimes. Nos comités locaux interviennent également sur les dettes des communes: les villes ne sont responsables que de 3% de la dette publique, or ce sont elles qui supportent la plus grande part des réductions budgétaires.

Propos recueillis par Alice Picard



## Jouer à fond la convergence pour la dénonciation de toutes les discriminations

### Entretien avec Omar Slaouti, animateur du collectif Rosa Parks

Le 30 novembre et le 1<sup>er</sup> décembre derniers, le collectif Rosa Parks organisait une mobilisation pour “protéger contre les inégalités structurelles, le racisme, la ségrégation et le mépris permanent” que subissent les personnes racisées. Une mobilisation en deux temps : disparaître le 30 novembre, notamment en faisant grève, pour mieux apparaître le lendemain, “plus belles, plus beaux, et plus déterminé-e-s que jamais”. Attac France faisait partie des organisations soutenant la mobilisation.

#### Quel bilan tires-tu de ces deux jours de mobilisations ?

L’ambition du collectif Rosa Parks, c’était de poser une première journée de disparition. Pas seulement dans le monde du travail, mais au-delà : grève des réseaux sociaux, grève de la consommation, etc., pour ensuite organiser notre réapparition. Cette mobilisation s’inscrivait dans le calendrier du mouvement social de la fin 2018. Nous voulions porter notre double appréciation : poser les questions sociales qui relèvent de l’exploitation capitaliste et mettre en évidence les oppressions qui découlent du racisme structurel. À ce moment-là, les Gilets jaunes illustraient une idée que nous avons appréhendée depuis longtemps dans les quartiers populaires : la nécessité de construire des mobilisations qui partent vraiment de celles et ceux qui subissent la domination. Nous ajoutions à cela la nécessité de poser la question du racisme et des discriminations. En toile de fond, il y a aussi bien sûr la montée de l’extrême-droite en Europe. Nous voulions donc répondre à la crise sociale tout en luttant contre celles et ceux qui montrent du doigt certaines catégories de la population.

Le bilan de la mobilisation est plutôt contrasté. Une cinquantaine d’organisations avait signé le texte d’appel, mais seulement 1 000 personnes se sont retrouvées à la manifestation. Notamment parce qu’il y avait de nombreuses autres mobilisations ce samedi-là : Gilets jaunes, chômeur-euse-s et précaires, comités Adama et Intergare, etc. Je fais partie des personnes qui pensent qu’il y a des articulations à faire entre

toutes ces mobilisations; d’autres insistent sur les césures et estiment que les liens ne sont pas donnés, mais je pense qu’on a intérêt à jouer à fond l’articulation et la convergence. Le bilan est donc contrasté, mais l’idée qu’il puisse y avoir différentes formes de mobilisation, notamment sous la forme de grèves structurées autour de la question du racisme (comme, ailleurs, elles se structurent autour de la question du sexisme et des violences faites aux femmes) est fondamentale.

#### Quelles sont les manières de renforcer ces complicités et ces convergences ?

La convergence doit se faire sur des bases politiques extrêmement claires : la dénonciation des politiques néolibérales portées par Macron et la dénonciation de toutes les discriminations. Il s’agit au fond de poser la question de l’égalité des droits sociaux et politiques. C’est sur cette base politique que peut se construire la convergence. Ce qui lie actuellement toutes ces mobilisations, c’est la question des violences policières. Même si les ressorts de ces violences ne sont pas les mêmes, nous avons toutes et tous des raisons de nous retrouver dans des cortèges communs. Concrètement, si on prend le lanceur de balles de défense (flash-ball) et toutes les armes dites “non létales”, nous devons exiger leur interdiction totale, y compris au quotidien dans les quartiers populaires. C’est par exemple ce que fait le collectif Ali Ziri avec Sébastien, un Gilet jaune qui a été mutilé.

#### La convergence semble avoir été plus lente à construire avec les mobilisations climat, même si désormais les choses bougent aussi. Pourquoi ?

La convergence avec les Gilets jaunes, elle aussi, a été compliquée : elle ne peut se faire présentement qu’autour de rendez-vous précis, sur des bases claires. Sur le climat, on a fait de bonnes expériences autour de la manifestation du 16 mars : la marche des solidarités, qui réunit des acteurs de la lutte contre les violences policières, des résident-e-s de foyers et des sans-papiers, s’est coordonnée avec la marche climat et celle des Gilets jaunes. Ce que nous craignons à chaque fois, c’est d’être noyé-e-s sous des luttes qui sont plus en vogue dans l’actualité – et c’est par exemple le cas en ce moment des mobilisations climat : Paris a le 16 mars été inondée de diverses manifestations. Nous nous sommes coordonné-e-s et n’avons pas manifesté ensemble tout au long de la journée : nous avons fait le choix d’un geste commun – poser un genou à terre et lever le poing, à l’instar des footballeurs américains qui dénoncent ainsi les violences policières. C’est un geste de solidarité réciproque entre différentes luttes, une tentative de construire cette solidarité. On ne peut pas construire des convergences sans se frotter les uns aux autres. Sur le climat, en raison de l’impact très fort du changement climatique sur les migrations, ainsi que sur les populations les plus précaires, les convergences devraient pouvoir plus facilement se faire à moyen, voire court terme.

Propos recueillis par Nicolas Haeringer

## Contre le G7 et son monde

### Un Sommet alternatif au Pays basque

Le G7 tiendra son Sommet annuel à Biarritz du 24 au 26 août 2019. Le Groupe des 7 (G7) rassemble l'Allemagne, le Canada, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni. La présidence pour 2019 en est assurée par la France. Comme chaque année, le sommet des chefs d'État sera précédé d'une série de réunions ministérielles. Depuis quelques années, des "groupes d'engagement" thématiques sont par ailleurs censés représenter la société civile : organisations non gouvernementales, jeunesse, femmes, recherche, syndicats et patronat.

Emmanuel Macron fait de sa présidence du G7 un enjeu important de son mandat et a déclaré que "la lutte contre les inégalités" sera une priorité du G7 de 2019. Or sur ce point, comme le rappelle le mouvement des Gilets jaunes, le compte n'y est pas. Bien au contraire, en soutenant les politiques d'austérité, le G7 contribue à l'augmentation des inégalités sociales et, malgré l'urgence, aggrave la crise écologique. Les mouvements altermondialistes contestent depuis longtemps la légitimité du G7, où des pays parmi les plus riches décident pour l'ensemble du monde. Avec le durcissement des politiques migratoires, l'arrivée au pouvoir de Donald Trump et, en Europe, les négociations sur le Brexit, ce G7 pourrait avoir certaines difficultés ; le dernier Sommet avait déjà souligné des désaccords, notamment vis-à-vis de la politique de Trump, "America first". Mais il y aura toutefois toujours accord sur l'essentiel : notamment le refus de prendre des mesures mettant fin à la libre circulation capitaux et à la concurrence fiscale entre pays.

Alors que les hôtes de Macron se réuniront à Biarritz du 24 au 26 août 2019, les mouvements sociaux tiendront, dès la semaine précédente, un Sommet alternatif, au Pays basque, où ces enjeux seront débattus et où seront portées des propositions alternatives, féministes, altermondialistes. La Plateforme du Pays basque "G7-EZ" rassemble associations, syndicats, partis politiques du Nord et du Sud (du Pays basque) ; elle se coordonne avec un collectif d'organisations nationales pour l'élaboration de cette mobilisation internationale.

Participant à la plateforme locale comme au collectif d'organisations nationales, Attac a choisi de ne pas tenir d'Université d'été cet été, et de s'impliquer largement dans la préparation de ce Sommet alternatif, notamment en favorisant les liens avec les réseaux internationaux dont celui des Attac d'Europe.

Huayra Llanque

## Le G7 a déjà sauvé le monde plusieurs fois

Ils partirent à cinq, en 1974, à la suite du premier choc pétrolier. Ils furent six dès 1975, puis sept en 1976, lorsque l'Italie puis le Canada rejoignirent les États-Unis, le Japon, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni. En 1997, la Russie se rallia à ce club hyper select pour former le G8, avant d'être suspendue en 2014 puis exclue en 2017. Entre temps, ils ont sauvé le monde plusieurs fois. Dès 1975, ils stabilisèrent l'économie mondiale. Une réussite. En 1980 à Venise, ils décidèrent d'éradiquer le terrorisme international. Avec succès. Suite à ses premiers résultats, le G7 décida d'élever son ambition : assurer le développement des pays du Sud. Pour cela, dès 1979, le G7 invita la Banque mondiale et le Fonds monétaire international à mettre en œuvre des "plans d'ajustement structurel". La tâche était ardue.

L'invitation fut donc maintenue tout au long des années 1980 afin d'instaurer une économie de marché dynamique et de lever les obstacles qui empêchaient jusque-là les pays pauvres d'être prospères. Comme chacun sait, le succès fut là aussi au rendez-vous et le G7 se congratula. Il régnait sur le reste du monde. La pauvreté mondiale explosa ? En 2005, à Gleneagles en Ecosse, la rock star Bono obtint du G7 que celui-ci "en finisse avec la pauvreté" (*Make poverty history*). Les résultats furent immédiats. Tout comme en matière environnementale. Dès 1986 à Tokyo, puis à Moscou en 1996, le club des 7, puis des 8, garantit au reste du monde la sûreté nucléaire civile et la fin de la prolifération nucléaire militaire. Depuis, nous sommes débarrassés de ces risques-là, n'est-ce pas ? Quant au réchauffement climatique, le G8 de l'Aquila en 2009 y a mis fin en le contenant en-deçà de 2°C et en réduisant ses propres émissions de 80 % d'ici à 2050.

Le G7 est désormais en manque de défis systémiques. Les commentateurs sont déboussolés. Ils en sont réduits à se demander si le G7 n'est pas devenu un G1+6, consacrant la puissance américaine face à l'impuissance européenne, ou un G6+1, indiquant l'isolation des États-Unis face à l'affirmation des six autres pays membres historiques du G7. Théâtre annoncé des divisions entre "puissances occidentales", le prochain G7 masque mal l'impasse dans laquelle il nous enferme : défendre le monde tel qu'il est plutôt qu'inventer le monde de demain, celui qui pourrait résoudre les grands défis auxquels nous sommes confronté-e-s. Des défis que le G7 ne saura résoudre. Son histoire est là pour en attester.

Maxime Combes

## Pourquoi les féministes se mobilisent face au G7 ?

© Serge D'Ignazio



Emmanuel Macron a déclaré que l'une des priorités du Sommet 2019 du G7 est la lutte contre les inégalités "en favorisant particulièrement l'égalité entre les femmes et les hommes"<sup>1</sup>. Tout le monde aura son mot à dire, est-il précisé. Alors, n'hésitons pas à prendre la parole pour dire ce que nous en pensons et pour exiger que la perspective féministe soit présente dans l'ensemble des enjeux économiques, sociaux et environnementaux. Conscientes de l'importance de ces enjeux, plusieurs associations féministes<sup>2</sup> sont en train d'élaborer un texte de positionnement dont voici quelques éléments.

### Transition écologique et égalité femmes-hommes

Partout dans le monde, la dégradation de l'environnement menace l'humanité. Le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) affirme l'urgence de stabiliser le réchauffement climatique à 1,5°C et la "nécessité de modifier rapidement, radicalement, tous les aspects de la société". La transition écologique est une urgence qui doit être appréhendée de manière globale et portée par l'ensemble des citoyen-ne-s. Mais elle est freinée par le poids des inégalités femmes-hommes. C'est pour cette raison que nous exigeons la mise en œuvre d'une perspective de genre dans les politiques de transition écologique internes aux pays du G7, ainsi que dans leur action de coopération à l'international. Concrètement, cela signifie que toutes les politiques publiques doivent être élaborées sous le double objectif d'égalité femmes-hommes et de transition écologique. Les secteurs de l'énergie, des transports, de l'habitat, de l'urbanisme, de l'agriculture et de l'alimentation sont par exemple porteurs de nombreux emplois, mais situés, pour l'instant, dans des branches à dominante masculine. Il faut donc :

1. veiller à ce que les femmes autant que les hommes puissent accéder à ces emplois, en adoptant des politiques volontaristes lors de l'orientation scolaire pour une vraie mixité des métiers ;
2. développer des transports publics collectifs en intégrant les besoins des femmes ;
3. engager, dans les pays du Sud, des réformes pour garantir l'accès des femmes à la propriété des terres et à leur gestion pour une agriculture durable, ainsi qu'une gestion durable de l'eau.

### Enjeux économiques, progrès social et égalité femmes-hommes

Le chemin pour parvenir à l'égalité femmes-hommes est encore long. Au Sud parce que beaucoup de droits restent à conquérir, au Nord parce que des droits formels ont été acquis mais restent à appliquer. Les politiques néolibérales, au Nord comme au Sud, sont synonymes de coupes dans les services publics et pèsent plus durement sur les femmes qui se voient contraintes d'assumer les soins aux enfants ou aux proches malades dont la prise en charge par la collectivité n'est plus garantie. Nous exigeons l'adoption et la traduction en politiques publiques concrètes, par les pays du G7, des textes suivants, non encore signés par tous les pays riches : Convention internationale sur les droits des travailleurs migrants et leurs familles ; Convention de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur les violences et le harcèlement au travail ; Convention de l'OIT sur les travailleur-se-s domestiques.

Nous voulons dans chacun de ces pays :

1. la revalorisation des métiers à dominante féminine ;
2. la revalorisation (ou l'instauration) du salaire minimum (à 1 600 € en France) et des minima de pension (à 85 % du Smic) ;
3. la revalorisation (ou l'instauration) des minima sociaux permettant à toute personne n'ayant pas accès à un revenu – des femmes en majorité – de vivre décemment ;
4. la disponibilité de modes d'accueil pour chaque enfant avant l'âge de scolarisation, pour permettre aux femmes de se maintenir en emploi ;
5. une éducation à l'égalité tout au long de la scolarité pour combattre la culture des violences et du harcèlement.

Esther Jeffers, Christiane Marty et Yveline Nicolas

1 cf. [www.elysee.fr/g7](http://www.elysee.fr/g7) et [www.adequations.org/](http://www.adequations.org/)

2 Adéquations, Commission Genre d'Attac, Réseau féministe ruptures

## La crise de l'hôpital public vraies et fausses réformes

Que l'hôpital public soit en difficulté n'est pas un scoop. Au cours des dix dernières années, les grèves d'infirmier-e-s se sont multipliées, 15 000 postes de médecins restent vacants... La personne qui se rend aux urgences est sûre d'attendre plusieurs heures et celle qui veut obtenir un rendez-vous avec un-e spécialiste doit patienter plusieurs mois... Cette crise déjà ancienne s'est aggravée malgré les multiples réformes hospitalières, votées par les différents gouvernements. Pourquoi cet enlisement ? Pourquoi cette lente dérive ?

### De quel hôpital public parle-t-on ?

L'hôpital public n'est pas une entité homogène. Schématiquement, on distingue trois catégories : les Centres hospitalo-universitaires (CHU) (une trentaine) ; les hôpitaux généraux (environ 580) regroupant, en réalité, des structures hétérogènes quant à leur taille et leurs moyens techniques ; et enfin les hôpitaux locaux, petites structures de proximité ne disposant pas de plateau technique majeur (on en comptait environ 700 en 2002, on n'en recense aujourd'hui plus que 220, la majorité ayant été fermée ou transformée en maisons de retraite).

### La crise hospitalière : un problème financier ?

L'argent est là : la Sécurité sociale est le budget public le plus important avec 394 milliards d'euros ; celui de la branche maladie en représente la moitié (203 milliards), celui de l'hôpital près d'un quart (80 milliards). Il existe un contraste entre ces énormes dépenses et le faible intérêt porté à l'hôpital par la classe politique : le mot "santé" n'a pas été cité une seule fois lors des trois débats télévisés organisés avant les dernières élections présidentielles.

*Le malaise hospitalier est avant tout structurel :  
plus on s'éloigne des soins,  
plus on se rapproche des décideurs.*

### Les malaises des personnels

Celui du personnel infirmier est profond et ne date pas d'hier. Il existe d'abord la revendication salariale (ne serait-ce que sur les indemnités de nuit et de week-end, devenues ridicules). Au-delà, la revendication prioritaire porte sur la surcharge de travail avec des horaires difficilement compatibles avec une vie familiale : la gestion du personnel en flux tendus engendre des changements constants de planning, des rappels en urgence, des réquisitions le dimanche. A cela s'ajoutent la bureaucratisation de plus en plus écrasante, la réduction du temps du patient passé au lit, l'absence de perspective de carrière dans le domaine du soin, la seule issue promotionnelle étant de devenir un cadre

administratif, ainsi que l'impression d'être exclu de la politique générale de l'hôpital. Cette profession de plus en plus diplômée, exerçant des responsabilités de plus en plus lourdes, se sent marginalisée.

Le malaise des médecins a, lui aussi, considérablement augmenté depuis une vingtaine d'années. La revendication salariale n'est pas non plus prioritaire. D'autant qu'il existe au sein même de l'hôpital public une réelle double disparité : d'une part entre les médecins hospitalo-universitaires qui touchent un double salaire (hospitalier et universitaire) et les médecins à temps plein ; et d'autre part entre celles et ceux qui développent une activité de consultation privée (statutairement deux demi-journées par semaine) et les autres (90 % d'entre eux). Là aussi le vrai problème est celui de la charge de travail, avec des horaires dépassant largement les 35 heures, et la sélection des malades les plus graves et les plus complexes comme conséquence de la réduction drastique du nombre de lits au cours des trente dernières années. Les médecins se plaignent également de la bureaucratisation croissante de la profession : courrier sur logiciel vocal, réunions multiples, et surtout codage des maladies pour répondre aux exigences du système du "financement à la pathologie", dit financement à l'AT2A. Leur pouvoir s'est par ailleurs marginalisé : les grandes décisions de l'établissement sont principalement du ressort des administratifs, souvent éloignés du terrain.

### Une bureaucratisation galopante et invisible

Depuis cinquante ans, les réformes concernant l'hôpital ont toutes renforcé le pouvoir des directeurs-trices, sans que cela n'apporte de réelles solutions à la dérive hospitalière. On est progressivement passé d'un pouvoir médical excessif à un pouvoir administratif tout puissant. Aujourd'hui la direction gère tout : les bâtiments (construction et entretien), l'informatique, l'embauche et la gestion du personnel, mais aussi la cuisine, les équipements médicaux, l'organisation des blocs opératoires, la gestion des lits jusqu'à la nomination des médecins... Pour être un-e tel-le chef-fe d'orchestre, on pourrait s'attendre à une formation approfondie. Depuis le début des années 90, la formation s'étale sur deux ans à l'école de Rennes et le stage de connaissance pratique de l'hôpital dure trois mois. Le programme enseigné est basé essentiellement sur le *marketing*, le *management*... Là-bas, on apprend que l'hôpital doit se gérer comme une entreprise dont elles/ils seront les patrons. Si les médecins pèchent par leur manque de formation en économie, les directions pèchent par leur méconnaissance des soins. De plus, la direction hospitalière doit répondre aux exigences des instances supérieures, aujourd'hui les Agences régionales d'hospitalisation (ARH).

### Le pouvoir de l'ombre

Ce sont ces personnes qui décident, ces personnes que l'on ne rencontre jamais. Elles contrôlent les budgets, distribuent les rallonges financières, ouvrent ou

ferment des hôpitaux, modifient les services hospitaliers, imposent les fusions, décident du nombre de médecins par spécialité, etc. Ces personnes de l'ombre font leur carrière en allant d'un poste à l'autre. Elles viennent de l'école de la santé de Rennes, de l'École nationale d'administration (ENA), d'écoles de commerce... Elles ont un point commun : elles dirigent à distance, par chiffres interposés, et sont à l'origine de trois erreurs majeures de politique de santé dont souffre aujourd'hui l'hôpital :

### 1) L'idéologie du "trop"

Née dans les années 80, cette idéologie s'est révélée une erreur dont on continue aujourd'hui de payer les conséquences :

- **"trop de médecins"** : le nombre d'étudiant·e·s en médecine formé·e·s chaque année (*numerus clausus*) est passé de 8 000 dans les années 80, à 3 500 dans les années 90, pour ne remonter actuellement qu'à 7 500. Jusqu'à la publication du rapport Kouchner en 2001, aucune évaluation de la démographie médicale n'avait été réalisée.
- **"trop de lits"** : un chiffre pas mieux évalué, pas mieux contrôlé. Des décisions ayant entraîné la fermeture de 120 000 lits. Fermeture discrétionnaire sans analyse des spécificités régionales. C'est dans ce cadre que furent fermés nombre d'hôpitaux locaux et la grande majorité des petites maternités.

### 2) La taille des hôpitaux

Après guerre, on est passé des hôpitaux pavillonnaires aux énormes structures de plus de 1 000 lits. Dans les années 80, l'idéal fut fixé à 450 lits. Puis, dans les années 90, apparut un nouveau slogan : la fusion des hôpitaux sur tout le territoire. Ont ainsi été reconstruits de grands établissements d'une taille considérée autrefois comme ingérable. Cette idéologie a engendré des aberrations économiques et sanitaires.

### 3) Le mode de financement des hôpitaux

Trois étapes pour comprendre : de 1940 à 1983, le financement fut basé sur le nombre de journées d'hospitalisation. Un système inflationniste ayant abouti en 1983 à la réforme du "budget global", une enveloppe financière fixe et quasi définitive. Au début des années 2000 fut introduit le budget à la pathologie (AT2A), une nouveauté venue des Etats-Unis, en réalité destinée à imposer au service public les mêmes ressources qu'au secteur privé. A ceci près que la situation médicale et sociale des malades n'est pas la même, et que les spécialités développées ici et là ne sont pas les mêmes. La médecine générale reste essentiellement à la charge du secteur public (à plus de 75 %) alors que la chirurgie, beaucoup plus rentable, est privatisée à 60 %. Ce système pénalise considérablement les hôpitaux publics et explique en partie la crise actuelle.

### Alors que faire ?

Les réformes de l'hôpital ont jusqu'à présent échoué parce qu'elles ne s'intégraient pas dans une réforme

plus profonde de notre système de santé. Par exemple, on ne peut régler le problème des urgences à l'hôpital sans apporter de réponses au manque général de médecins et à leur implantation hétérogène sur le territoire. Cela sous-entend la fin du *numerus clausus* (pour la première fois, la loi de février 2019 semble prendre en compte cette hypothèse – à suivre), ainsi qu'une lutte efficace contre la désertification médicale. Dans ce domaine, toutes les solutions proposées ayant totalement ou partiellement échoué, il faut aller plus loin, en finir avec la sacro-sainte liberté d'installation et amener les jeunes médecins à passer une période de deux ou trois ans dans les zones démunies. De même, il faut stopper la fermeture discrétionnaire des lits. Augmenter le nombre de lits de médecine, rouvrir des hôpitaux locaux (la loi de février y songe) et reconsidérer l'organisation des petites maternités pour les transformer en "Maisons de naissance" destinées aux grossesses sans risque, c'est-à-dire à plus de 80% d'entre elles.

Parmi les autres solutions, il faut insister sur la création de passerelles à tous les niveaux : passerelles entre médecins et administratifs pour favoriser le dialogue. Passerelles entre hôpitaux universitaires et hôpitaux généraux en faisant du professorat universitaire non plus une cooptation, mais une charge offerte aux plus méritant·e·s. Passerelles enfin entre activités médicales et infirmières, possibles dans bien des domaines : échographie, endoscopie, surveillance de patient·e·s selon des protocoles bien établis, etc. Pour la première fois, on évoque la création de tels postes intermédiaires. L'objectif serait double : réduire la charge de travail des médecins et permettre aux infirmier·e·s d'avoir des avancées de carrière autres qu'administratives. Pour compenser les dépenses (augmentation du nombre de médecins et de lits d'hospitalisation), il est possible de faire d'importantes économies dans bien des domaines : par une meilleure gestion des lits d'hospitalisation en amont et en aval ; par une diminution des examens et des actes inutiles grâce à un contrôle des indications réalisé par des spécialistes compétent·e·s ; par le développement d'une politique exigeante face aux firmes pharmaceutiques, en créant, par exemple, une centrale d'achat européenne pour faire baisser le prix devenu exorbitant de certains médicaments.

Ainsi les solutions pour sortir l'hôpital de la crise doivent obligatoirement s'intégrer dans une transformation profonde de notre organisation sanitaire. Une métamorphose qui exige une réelle volonté politique de changement ; on est encore loin.

### Denis Labayle

ancien chef de service au centre hospitalier sud-francilien et auteur de plusieurs essais et romans, dont *Tempête sur l'hôpital* (Le Seuil, 2002)  
www.denislabayle.fr

## A VOIR A LIRE



### Le travail, c'est la santé

S'inspirant de *Rêver sous le III<sup>e</sup> Reich*, pour lequel Charlotte Beradt a collecté ce même matériel de 1933 à 1939 auprès de plus de 300 personnes, Sophie Bruneau s'intéresse ici à notre époque et plus particulièrement aux psychoses que provoque le monde du travail d'aujourd'hui. Douze personnes qui témoignent de leurs souffrances passées ou actuelles à travers leurs rêves. Peur, stress, envie de meurtre, désarroi, *burn-out* font désormais partie du vocabulaire de celles et ceux qui sont confronté·e·s aux lois du néolibéralisme. L'humain disparaît pour laisser place au rendement, aux cadences, aux statistiques, à la surveillance permanente des performances avec à la clef le diplôme du meilleur employé du mois créant *de facto* une concurrence interne destructrice d'humanité. Les rêves sont présentés en face à face ou en surimpression dans de longs plans fixes sur des chantiers de démolition, des façades d'immeubles de bureaux vides, de plans d'eau ou de ciel zébré de traînées. Sophie Bruneau raconte de manière limpide un monde où le travail peut devenir un lieu de destruction. En 2006, Sophie Bruneau coréalise *Ils ne mouraient pas tous mais tous étaient frappés*.

**Didier Falleur**

#### **Rêver sous le capitalisme**

film documentaire

de Sophie Bruneau, 2018, 1h03

En accès libre sur le site "les crises"

[www.les-crisis.fr/rever-sous-le-capitalisme-par-sophie-bruneau/](http://www.les-crisis.fr/rever-sous-le-capitalisme-par-sophie-bruneau/)



### Italie, terre de liberté

Trois ans après *Mia Madre*, le réalisateur italien Nanni Moretti nous revient avec un documentaire qui part de la reconstitution des journées de septembre 1973 où le Chili a basculé d'un gouvernement démocratiquement élu vers une dictature sanglante. À travers une série de témoignages et d'images d'archives, Nanni Moretti évoque une histoire oubliée et comment l'Italie a permis de sauver des centaines de militant·e·s politiques chilien·ne·s en les accueillant dans son ambassade de Santiago et en les acheminant ensuite vers l'Italie. Une Italie où en cette année 1973, ces réfugié·e·s furent reçus tels des citoyen·ne·s ordinaires, et qui leur offrit les moyens de s'intégrer dans leur nouvelle patrie, alors que dans le même temps la plupart des ambassades avaient fermé leur porte et qu'aucun pays européen ne daignait condamner le putsch militaire. Difficile de ne pas faire un parallèle avec ces mêmes portes qui se ferment aujourd'hui face aux migrant·e·s, comme si l'Histoire prenait un malin plaisir à se répéter. En évoquant ce qu'était l'Italie, Nanni Moretti nous lance un appel à nous ressaisir dans une Europe rongée par la crise, le populisme et la tentation xénophobe, en vue de retrouver une solidarité humaine plus que jamais nécessaire.

**Hervé Thomas**

#### **Santiago, Italia**

film documentaire

de Nanni Moretti, 2018, 1h20



### De victimes à lanceurs d'alerte

Ce film est un hommage aux victimes de l'amiante ou des pesticides, devenues au fil de leurs luttes "les sentinelles des risques toxicologiques, professionnels ou environnementaux", comme les présentait Henri Pézerat, directeur de recherche au CNRS, père du réalisateur, décédé il y a juste dix ans. Au travers de divers témoignages poignants, notamment ceux de Josette Roudaire (militante CGT de l'usine Amisol à Clermont-Ferrand), de Jean-Marie Birbes (militant CGT de l'usine Eternit dans le Tarn), de Paul François (agriculteur en Charente et victime des pesticides), de Laurent Guillou et Stéphane Rouxel (travailleurs de la coopérative agroalimentaire bretonne Triskalia, victimes eux aussi des pesticides), Pierre Pézerat rend également un très bel hommage à son père qui cherchait à lier "le savoir des savant·e·s et le savoir faire des militant·e·s". Ces combats, lancés par les victimes et soutenus par les chercheur·euse·s, forment la trame de ce très beau film, plein d'humanité, de solidarité et qui donne envie de s'engager et de lutter.

**Serge Lequeau**

#### **Les Sentinelles**

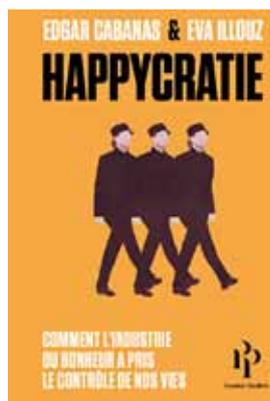
film documentaire de Pierre Pézerat,

2017, 1h30

disponible en DVD :

[www.destinydistribution.com/dvd/](http://www.destinydistribution.com/dvd/)

## A VOIR A LIRE



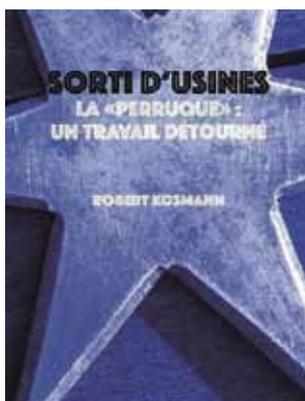
### La quête d'un impossible bonheur

Comment l'idéologie du bonheur s'est-elle imposée? Edgar Cabanas et Eva Illouz passent au crible cette injonction à être heureux-ses et ses conséquences sur le monde politique, économique et social. Cet impératif est porté par la psychologie positive, adouée comme science aux Etats-Unis, dont Cabanas et Illouz démontent le fondement pseudo-scientifique. L'idée de bonheur s'est malgré tout imposée comme un objectif universel, atteignable à force d'efforts sur soi et de positivité. Une recherche personnelle de l'épanouissement qui a abouti à une industrie lucrative. Cabanas et Illouz montrent ensuite comment la psychologie positive a dépassé la sphère du développement personnel pour être adoptée par l'entreprise: un·e employé·e heureux·se est un·e employé·e performant·e. Tout·e salarié·e se doit donc d'œuvrer à son bien-être au travail. Et c'est là toute la perversité de l'injonction au bonheur, telle qu'elle pèse aujourd'hui sur nos sociétés. Chaque individu, en charge de son épanouissement personnel, se retrouve aussi responsable de ses difficultés et de sa situation professionnelle ou sociale. L'idéologie du bonheur embrasse ainsi la conception néolibérale de l'individu et de la société, empêchant toute pensée critique.

Ambre Lefèvre

#### Happycratie

Edgar Cabanas et Eva Illouz  
éd. Premier parallèle, 2018, 260 pages



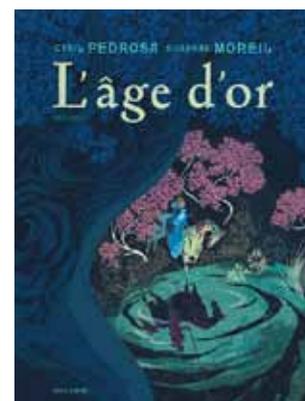
### La perruque au cœur de l'histoire ouvrière

Sans doute peu de personnes aujourd'hui imaginent que le mot perruque recouvre autre chose qu'une histoire de cheveux... C'est pourtant une histoire de travail effectué par les salarié·e·s pendant le temps de travail pour leur usage personnel, voire collectif, avec les outils et matériaux de l'entreprise. Robert Kosmann, militant ouvrier, a pratiqué la perruque et en a fait un objet de recherche et de collection. Il montre dans ce livre comment ce "travail détourné" fait partie intégrante de l'histoire et de la culture ouvrière. Il met en lumière une histoire souterraine faite d'inventivité ouvrière, de réappropriation face à l'exploitation, mais aussi de solidarité. Ce n'est pas une histoire du passé car cette pratique persiste malgré le contrôle de plus en plus grand sur les processus de travail. Livre de témoignages, c'est aussi un livre de recherche donnant à comprendre les débats sur cette forme peu connue de contestation du travail. L'ouvrage est largement illustré de photos représentant ces objets "perruqués": on y trouvera aussi bien un buste de Lénine qu'une statue religieuse, une chaussure Myris ou une poêle Tefal... Plus de 200 objets qui témoignent de cette intelligence ouvrière trop souvent ignorée, voire méprisée. À lire pour comprendre que la dignité ouvrière a de multiples visages: la perruque en est un!

Annick Coupé

#### Sorti d'usines – La "perruque", un travail détourné

Robert Kosmann  
éd. Syllepse, 2018, 184 pages



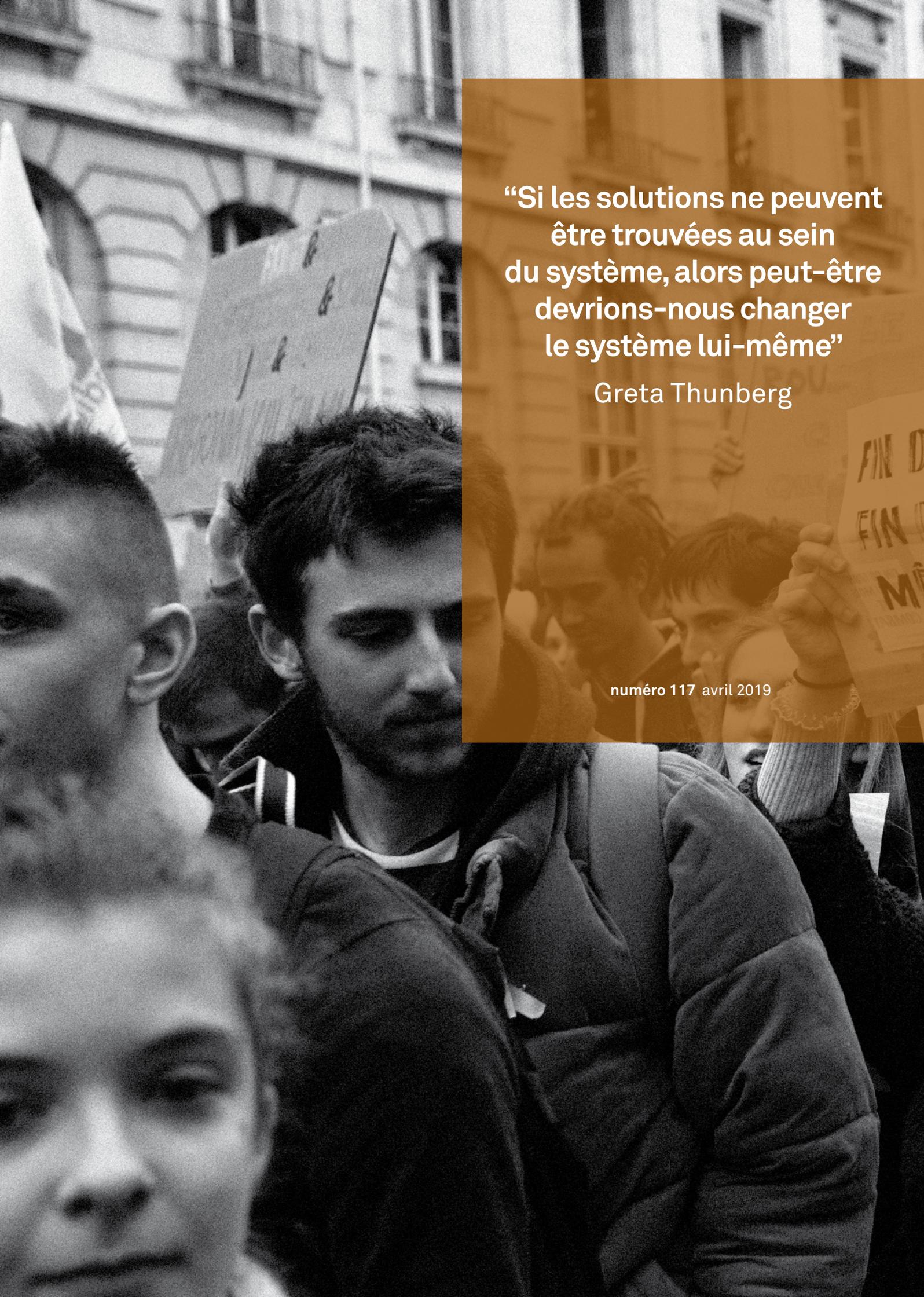
### Conte philosophique

Conte social et résolument féministe, *L'Âge d'or* nous plonge dans un univers merveilleux, au cœur d'un Moyen-Âge réinventé. C'est comme hypnotisé·e·s par les couleurs flamboyantes du dessin, que l'on suit l'aventure de la princesse Tilda. Celle-ci, qui devait pourtant succéder à son père, se voit écartée du trône et doit quitter la cour. Commence alors son épopée, qui l'amène à traverser le pays, où la révolte gronde. *L'Âge d'or* n'est pas seulement le récit de cette chevalière en devenir, il est surtout celui d'un peuple subissant la mauvaise gestion du royaume par ses nobles et dont chaque nouvelle levée d'impôt vient aggraver la famine. Cyril Pedrosa et Roxanne Moreil font alors du parcours de Tilda celui d'une découverte des réactions face à la tyrannie, entre résignation et révolte, en passant par la construction d'une oasis de paix au cœur de la forêt. Cette paix ne saurait pourtant durer, et il faudra choisir son camp. Car le mot court dans le royaume: un autre monde est possible, un autre monde a été possible. C'est la légende de l'Âge d'Or qui passe de bouche à oreille, celle d'un âge de l'entraide, où personne ne dominait l'autre, un âge qui a été et qui peut à nouveau advenir. Et déjà, le peuple s'arme et se rassemble au travers d'un mot d'ordre: "Ami·e/Souviens-toi/ Des hivers passés/ Jamais des tyrans/ Rien ne fut donné/ Engage-toi!"

Cécile Hanff

#### L'Âge d'or

Cyril Pedrosa et Roxanne Moreil  
éd. Dupuis (Aire libre), 2018, volume 1, 232 pages



**“Si les solutions ne peuvent  
être trouvées au sein  
du système, alors peut-être  
devrions-nous changer  
le système lui-même”**

Greta Thunberg

numéro 117 avril 2019